

# Le pouvoir aux travailleurs

23 Avril 2016

N° 221

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- CE SONT LES POLITICIENS ASSOIFFÉS DE POUVOIR QUI SÈMENT LE POISON DE L'ETHNISME ! .....	2
- PAROLE DE RICHE SUR LA FAIM DANS LE MONDE ! .....	3
- AFFRONTMENTS INTERETHNIQUES A BOUNA : LE GOUVERNEMENT JOUE AU MÉDECIN APRÈS LA MORT .....	4
- L'INCURIE DES AUTORITÉS FACE À L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES .....	5
- GRÈVE À L'UNIVERSITÉ D'ABIDJAN .....	5 - 6
- LES GNAMBROS FONT LA LOI SOUS LA BARBE DES AUTORITÉS !	6 - 7
- LES FEMMES MANIFESTENT POUR RÉCLAMER L'EAU .....	7
- IL NE FAUT PAS CHERCHER MIDI À 14 HEURES ! .....	9
- IL N'Y EN A QUE POUR EUX ! .....	9 - 10
- LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DANS LE SECTEUR DU BÂTIMENT	11 - 12
- MALI : DES MILLIARDS POUR L'ARMÉE ET RIEN POUR LA POPULATION PAUVRE .....	13 - 14
- SÉNÉGAL-GAMBIE : UNE FRONTIÈRE QUI NE FAIT QU'AGGRAVER LA SOUFFRANCE DES POPULATIONS .....	14 - 15

E d i t o r i a l

---

<p>CE SONT LES POLITICIENS ASSOIFFÉS DE POUVOIR QUI SÈMENT LE POISON DE L'ETHNISME !</p>
--

La haine interethnique a fait encore des victimes parmi les populations pauvres. Cette fois-ci, le drame s'est passé à Bouna. La presse a fait cas de plus de 30 morts, des blessés, des habitations incendiées, des populations déplacées. L'origine de cette barbarie est un banal conflit entre éleveurs et agriculteurs dans un village situé à une vingtaine de kilomètres de Bouna.

Des conflits entre populations d'éleveurs et d'agriculteurs ont toujours existés. Dans le passé, ils se réglait à l'amiable sous l'arbre à palabre. Mais depuis une trentaine d'années, les hommes politiques assoiffés de pouvoir, ont semé la haine tribale et xénophobe. Ainsi, entre 2002 et 2011, le nombre de morts se comptait par milliers. Le drame qui vient de se passer à Bouna est la conséquence de la continuation de cette politique criminelle des dirigeants politiques de la bourgeoisie de ce pays.

Les principales victimes, en ville comme dans les campagnes, ce sont toujours les populations pauvres. Leur quotidien devient encore plus pénible qu'avant. Le peu de solidarité indispensable et sans laquelle la vie devient intenable disparaît, pour laisser la place à la peur, la haine et la méfiance des uns envers les autres.

Quant aux riches, non seulement, ils ont les moyens d'aller vivre ailleurs, mais leurs affaires continuent généralement de prospérer, même dans les pires des situations. C'était le cas en Siéra Léone, avec l'extraction et le commerce du diamant ; c'était le cas au Libéria voisin, notamment avec le commerce du bois. En Côte d'Ivoire, le coton produit au Nord n'a jamais cessé d'être acheminé à Abidjan, même durant les pires moments de la crise, pour enrichir les multinationales basées en Suisse, en France et ailleurs. Les margoulins locaux en ont aussi profité pour se remplir les poches.

Le drame pour les travailleurs, c'est que les divisions, qu'elles soient d'ordre ethnique, nationaliste ou autres, les affaiblissent. Et inversement, toute division dans les rangs des travailleurs renforcent la bourgeoisie qui trouve là des leviers pour les exploiter et les opprimer encore plus. Voilà pourquoi, les travailleurs ne doivent pas tolérer la division sous quelque forme qu'elle soit dans leurs rangs.

# L E U R S O C I E T E

## PAROLE DE RICHE SUR LA FAIM DANS LE MONDE !

La 29<sup>ème</sup> conférence régionale de la Fao s'est tenue à l'hôtel Ivoire devant un parterre de gens bien habillés et bien nourris, dont une cinquantaine de ministres des pays africains, pour palabrer sur la faim dans le monde et particulièrement en Afrique.

Kablan Duncan a ouvert la conférence en disant que « le nombre (de crève-la-faim) est en net diminution ». Il a dit que le plan Ouattara sur l'agriculture « *a permis de développer les cultures de rentes à hauteur de 6 millions de tonnes en 2015, en croissance de 31% par rapport à 2011* » et permis « *un bond de 46% pour les cultures vivrières atteignant, a-t-il dit, 17 millions de tonnes* ».

Avec un tel palmarès d'autosatisfaction, on a envie de lui demander : puisque vous dites que la production vivrière a fait selon vous un « bond de 46% », comment se fait-il alors que l'igname, le manioc, la banane plantain ainsi que les condiments tels que la tomate, l'aubergine et le piment manquent, au point que leurs prix de vente sur les marchés sont inaccessibles aux bourses des travailleurs ?

C'est la même situation dans les villes comme dans les villages et les campements. La vérité c'est qu'on produit de plus en plus de l'hévéa, des graines de palmes et autres cultures d'exportation et au final, les populations ont de moins en moins à manger parce que les produits vivriers manquent et leur argent ne suffit pas pour leur permettre de se ravitailler normalement dans les marchés.

Ceux qui se frottent les mains depuis que le clan Ouattara est au pouvoir, ce sont les Billon et autres Bolloré ainsi que les grandes multinationales qui s'enrichissent dans les cultures de rente comme le cacao, le café, l'hévéa, la noix de cajou ou le coton.

La faim dans laquelle vivent au quotidien la grande majorité des travailleurs, même lorsqu'ils ont un travail, n'est pas le problème des Kablan Duncan et de leurs semblables. Bien au contraire, moins les travailleurs sont rémunérés, plus les profits des riches augmentent. Ceux qui sont au pouvoir sont avant tout au service des intérêts des riches comme eux. C'est leur système économique qui est responsable de la famine et de la misère.

## L E U R S O C I E T E

FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS !

Lors d'un conseil des ministres tenu ce mois-ci, le gouvernement a statué sur les partis politiques d'opposition. Ce projet de loi dit ceci : ils ont « *l'obligation et le devoir de respecter la Constitution... De contribuer au développement de l'esprit démocratique... De défendre*

*les intérêts de la nation.... D'œuvrer à la consolidation de la démocratie... De proscrire l'usage de la violence comme mode d'expression politique* ».

En somme, le gouvernement de Ouattara leur demande exactement le contraire de ce que lui et les siens ont fait pour arriver au pouvoir.

### AFFRONTLEMENTS INTERETHNIQUES À BOUNA : LE GOUVERNEMENT JOUE AU MÉDECIN APRÈS LA MORT

Les 24, 25 et 26 mars, de violents affrontements ont eu lieu à Bouna, ville d'environ 50.000 habitants située au Nord-Est de la Côte d'Ivoire. Ces affrontements ont causé plus de 30 morts et plusieurs blessés. 2000 personnes se sont réfugiées dans le camp onusien de la ville. Environ 2000 autres ont trouvé refuge dans les villes frontalières au Burkina Faso, sans compter les dégâts matériels.

Selon la presse, ce conflit a opposé des agriculteurs Lobis aux éleveurs Peuhls soutenus par des Koulango et le massacre aurait été commis par des chasseurs traditionnels Dozos organisés en milices. Ces mêmes milices s'étaient déjà illustrées par leurs violences durant la crise qui avait porté Ouattara au pouvoir.

Avant que ce conflit ne dégénère, les autorités auraient pu prendre les

dispositions utiles pour éviter le drame. Mais elles ont préféré laisser ces populations s'entretuer durant plusieurs jours.

À Bouna, il y a un cantonnement de l'ONU ; il y a un camp militaire ; il y a certainement une police, et une gendarmerie. Toutes ces forces de l'ordre auraient pu intervenir rapidement pour limiter les dégâts. Mais elles sont restées passives.

Aujourd'hui ces gens du gouvernement qui se sont montrés complètement incompetents lorsque les massacres se perpétuaient, s'agitent dans tous les sens pour apporter leur « *compassion* » et appeler à la « *réconciliation* ». Ces gens-là jouent le rôle de pompiers après l'incendie.

## L E U R S O C I E T E

### L'INCURIE DES AUTORITÉS FACE À L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Les journées autour du 30 mars 2016 ont été des moments de panique pour la population d'Abobo. Des bandits communément appelés « *microbes* » ont sévi dans la commune. Armés de machettes et de gourdins, ils ont semé la terreur pendant trois jours. Ces délinquants avaient le contrôle total d'une bonne partie de la commune. Ils agressaient, pillaient et volaient tous ceux qu'ils croisaient sur leurs chemins. Tout cela se passait au nez et à la barbe des forces de l'ordre, sans que ceux-ci ne lèvent le petit doigt.

À l'origine de cette flambée de violence, l'un des chefs microbes a été lynché la veille, le 29 mars, par des habitants du quartier Plaque-2, exaspérés par les agissements de ces bandits. C'est en représailles à la mort

de leur chef qu'ils ont agi ainsi. Les forces de l'ordre, d'habitude promptes à mater les travailleurs quand ceux-ci luttent contre l'exploitation qu'ils subissent, avaient totalement disparues, durant tous ces jours de violences, laissant les habitants livrés aux bandits.

Le problème des microbes ne concerne pas seulement la commune d'Abobo. Tous les quartiers populaires d'Abidjan sont touchés. Récemment Yopougon-Siporex avait fait l'objet des attaques similaires.

Toute cette criminalité prospère sur le terreau de la misère, du chômage et du désœuvrement de la jeunesse dans les quartiers pauvres. Il faut plus que de simples mesures sécuritaires pour arriver au bout de cette situation.

### GRÈVE À L'UNIVERSITÉ D'ABIDJAN

Le 6 avril, les étudiants ont entamé des manifestations sur les différents campus universitaires. Ces protestations font suite à la décision du gouvernement de déloger les résidents de la cité universitaire de Cocody. Les chambres serviront à accueillir les participants aux jeux de la francophonie prévus pour 2017. Des forces de l'ordre ont été

immédiatement envoyées sur les lieux pour mater les manifestants. Elles ne se sont pas fait prier pour frapper et utiliser des gaz lacrymogènes afin de disperser les manifestants. Des étudiants ont été passés à tabac. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés, parmi lesquels l'actuel secrétaire général de la FESCI.

## L E U R S O C I E T E

Ce problème de délogement des étudiants du campus de Cocody n'était que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les étudiants n'arrivent plus à payer les frais d'inscription, tellement ils ont augmenté. En plus de cela, les laboratoires ne sont pas équipés. Les étudiants en pharmacie ont subi deux années blanches par manque d'équipements dans leurs laboratoires. Il manque cruellement

d'amphithéâtres, de bibliothèques, de salles informatiques. Pour ce qui concerne la restauration, c'est encore un autre problème. Sur le campus de Cocody, par exemple, pour 60.000 étudiants il n'y a qu'un seul restaurant subventionné. Le transport aussi est un véritable casse-tête, faute de bus en nombre suffisant.

Plutôt que de résoudre ces problèmes, le gouvernement a choisi de réprimer les étudiants.

## LES GNAMBROS FONT LA LOI SOUS LA BARBE DES AUTORITÉS !

Dans la journée du 19 avril, la gare de wôrô-wôrô, qui se trouve au carrefour jouxtant l'église sainte Monique du Plateau Dokui, a été le théâtre d'agression. Une bande de jeunes armés d'armes blanches, de gourdins et de bouteilles s'en sont violemment pris aux gnambros (Les gnambros sont des loubards qui se font appeler « *syndicats* » et qui écument le milieu du transport) qui habituellement ont en charge la gestion de cette gare. Le bilan fait état de trois blessés graves.

Il faut dire que les taxis (wôrô-wôrô) et les mini-cars (gbaka) qui chargent à ce carrefour ont obligation de remettre 300 F pour les uns et 600 F pour les autres, par chargement, aux

gnambros. C'est pour contrôler cette manne qu'il y a eu cet affrontement. Les nouveaux challengers cherchent à déloger ceux qui sont déjà en place.

Ce genre de scènes est devenu courant à Abidjan. L'actualité en fait écho continuellement. Dans les gares routières ou à certains carrefours, des jeunes délimitent des espaces qu'ils considèrent comme leur gare de stationnement. Si un véhicule de transport y prend des passagers, le chauffeur doit leur verser un certain montant de gré ou de force. De temps en temps, donc, éclatent des bagarres pour le partage de l'argent racketté ou le contrôle de l'espace de racket. Il s'en suit souvent des blessés graves ou des morts.

## L E U R S O C I E T E

Cela se passe dans la plupart du temps dans l'indifférence des autorités. Quand il leur arrive d'intervenir, c'est pour concilier les bandes rivales ou prendre parti pour l'une d'elles.

Selon les organes en charge du transport et des gares routières, c'est près de 20 millions de francs qui seraient pompés chaque jour par ces gens-là. Dans la seule commune d'Adjamé, près de 350 "*syndicats*" de gnambros se partageraient 7 millions de francs quotidiennement.

C'est sûr que tout cet argent ne reste pas que dans la poche de ces petits loubards. Comme tout crime qui

prospère, ils ont des parrains haut placés qui les couvrent. En novembre 2014, un apprenti gbaka était mort des suites de leurs maltraitances. L'affaire avait été portée en conseil des ministres mais aucune suite n'y avait été donnée.

Pour le moment donc, ce sont les chauffeurs, les apprentis gbaka et les usagers des transports en commun qui font les frais de cette mafia. Les autorités étatiques continuent de faire la sourde oreille aux différentes plaintes qui leurs parviennent.

## LES FEMMES MANIFESTENT POUR RÉCLAMER L'EAU

Le 22 avril, les femmes du quartier Gesco de Yopougon ont manifesté contre le manque d'eau. Des collégiens et des lycéens y ont participé. Le manque d'eau perdure depuis plus d'un mois. Les gens ne sont pas informés sur la cause de cette coupure inacceptable. Les femmes ont barré l'autoroute pour exiger des autorités une solution immédiate. Mais celles-ci, au lieu de répondre aux exigences des habitants excédés, ont plutôt envoyé des policiers. Ceux-ci ne

se sont pas fait prier pour user de gaz lacrymogènes contre les femmes. Un policier a même tiré en l'air des rafales de kalachnikov devant la détermination des femmes à résister aux gaz lacrymogènes. Certaines ont été tabassées mais elles étaient fières de leur action. L'autoroute n'a été débloquée qu'au bout de deux heures. Elles ont même promis de remettre ça de nouveau si rien n'est fait dans les brefs délais.

# L E U R S O C I E T E

## ÉDUCATION NATIONALE, ARRIÉRÉ DE SALAIRE : LE GOUVERNEMENT DEMANDE AUX ENSEIGNANTS D'ALLER SE FAIRE VOIR

Le 07 avril, le ministre en charge de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, a déclaré : « *Il n'est pas question que le stock des arriérés de salaires des enseignants qui date de longtemps soit payé. C'est impossible.* »

En réaction, les 11, 12, et 13 avril, les enseignants du préscolaire, primaire et secondaire ont observé un arrêt de travail. Les classes ont été fermées dans l'ensemble des villes et villages du pays pendant ces trois jours.

En plus du paiement des arriérés liés au reclassement, ils réclament aussi l'achèvement du processus du déblocage des avancements, la revalorisation des salaires et bien d'autres choses.

Ces revendications ne datent pas d'aujourd'hui. A plusieurs reprises le système scolaire a été perturbé pour les mêmes problèmes d'amélioration de conditions de vie et de travail des enseignants. En 2007, un décret a été signé et revu en avril 2015 pour régler

ce problème. Mais aujourd'hui le gouvernement voudrait narguer les enseignants sous le prétexte que leur arriéré qui s'élève à 430 milliards de francs CFA date de Matusalem et que ce montant serait trop élevé.

En 2013, quand des militaires se sont soulevés pour réclamer leurs arriérés, tous les pontes du pouvoir s'étaient succédé sur les antennes de télévision pour leur donner entièrement raison. Le montant de ce qui leur avait été alors versé n'avait pas été divulgué. Ce qui est certain c'est que le gouvernement n'avait pas parlé de « *montant trop élevé* », sachant qu'il avait le fusil sur la tempe.

La moitié du budget annuelle de la Côte d'Ivoire part dans le remboursement des intérêts de la dette extérieure qui date souvent d'on ne sait quand. Et nos dirigeants ne cachent pas leur fierté de pouvoir les honorer.

Autant dire que la seule solution pour les enseignants de se faire entendre et faire plier le gouvernement, c'est de le prendre à la gorge !



## L E U R S O C I E T E

### IL NE FAUT PAS CHERCHER MIDI À 14 HEURES !

Le 20 avril dernier, un car de transport de la société UTB a fait un grave accident de la circulation dû à la crevaisson d'un pneu. On dénombre 13 morts et de nombreux blessés. Pourtant, ce car de transport aurait été acheté, il y a tout juste un mois.

Et un des responsables de cette compagnie de dire « *un nouveau car qui a un pneu qui crève comme c'est le cas, c'est incompréhensible... hélas ce sont des situations qui sont très rares et que nous ne pouvons pas expliquer de façon rationnelle* ».

Si ce n'est pas rationnel, c'est surnaturel, peut-être ? Les familles des

victimes n'ont plus à s'interroger, la raison est toute trouvée !

Les causes des accidents sont, pourtant, eux bien rationnelles. En plus de l'état dégradé des véhicules de transport, il y a l'entretien approximatif dont ils font l'objet et surtout le mauvais état des routes. Il y a aussi la surexploitation des chauffeurs dont certains sont payés au nombre de voyages effectués. Beaucoup conduisent alors en état de fatigue avancé. Le temps de repos entre deux voyages n'est pas suffisant ! Quoi d'incompréhensible alors si des accidents sont légions ?

### IL N'Y EN A QUE POUR EUX !

Lors de la dernière réunion de la CGECI (Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire), le Premier ministre y était et en bon serviteur des intérêts des capitalistes, il a dit qu'il avait mis en place un groupe de travail pour améliorer la « *compétitivité* » des entreprises. Il a dit aussi qu'il avait un plan de réforme pour « *rendre les investissements plus attractifs* » afin d'attirer les investisseurs.

Tout ce bla-bla pour ne pas dire que leur plan c'est de précariser davantage les conditions de travail des ouvriers. Eliminer le peu de lois qui

existerait encore en faveur des travailleurs pour libérer les capitalistes de toutes contraintes. Aujourd'hui, la règle générale dans les entreprises, ce sont les contrats précaires ; des journaliers qui font plus d'une dizaine d'années sans voir un statut stable. Aujourd'hui, nous sommes dans un pays où les grèves des travailleurs sont à peine tolérées, sinon promptement réprimées par la police. Un pays attractif pour les capitalistes, est un pays où la main d'œuvre est corvéable à merci, où la rémunération du travailleur dépend du bon vouloir du patron !

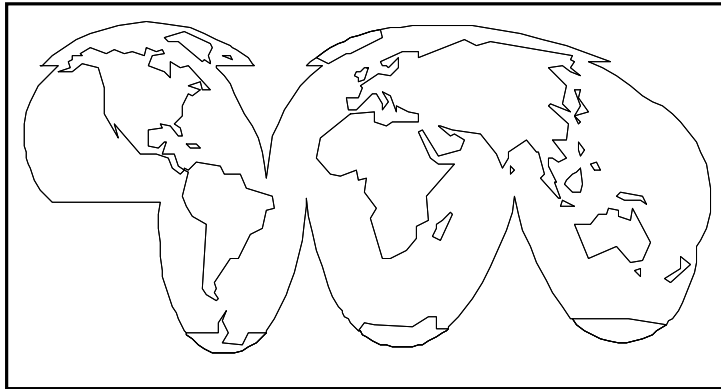
# L E U R S O C I E T E

Et les capitalistes n'ont pas besoin de beaucoup de discours pour comprendre à quel point ce gouvernement est à leurs bottes.

Alors, face à ce « duo »  
gouvernement - patronnat qui les exploite

et les opprime, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que celui de lutter pour défendre leurs intérêts, au risque d'être écrasés toujours un peu plus.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---



---

### LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DANS LE SECTEUR DU BATIMENT

---

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est en plein essor depuis quelques années. Il y a partout de grands chantiers de promotion immobilière, des travaux d'Etat comme les voiries ; les bâtiments administratifs ; les ponts ; les châteaux d'eau et leurs canalisations. Ces travaux emploient plusieurs milliers de travailleurs à travers le pays. Ce qui est une bonne chose pour les ouvriers de ce secteur qui ne chôment pas pour l'instant. Mais cet essor ne profite pas aux travailleurs, du fait de la précarité des contrats. En effet, les entreprises du BTP proposent toujours des contrats journaliers, même quand les travaux durent plusieurs années.

Cette précarité des contrats fait que les travailleurs vivent dans la peur d'être jetés du jour au lendemain à la porte. Du coup, ils sont surexploités. Les salaires sont bas et souvent les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées. En cas d'accident, les travailleurs sont abandonnés à eux-mêmes sans soins ni autres moyens de prise en charge.

Voici quelques exemples :

À Soroubat, une entreprise qui emploie près de 700 travailleurs, l'employeur fait signer des contrats qui sont à moitié remplis et une fois la signature des travailleurs posée

dessus, la direction remplit le reste des pages en ajoutant que les travailleurs acceptent de travailler 10 heures par jour pour un salaire de 8 heures.

Quant aux entreprises comme SEG et Franzetti, les travailleurs ne sont pas déclarés à la CNPS. Ils sont employés comme journaliers. Les barèmes des salaires ne sont pas respectés. Les accidents de travail sont courants, avec souvent des morts. Pour fuir leur responsabilité, ces entreprises emploient des intermédiaires de façade. Et quand un accident se produit, elles déclarent qu'elles ne sont pas les employeurs directs du travailleur accidenté. Alors les travailleurs (ou leurs familles pour ceux qui sont décédés), n'ont droit à aucun dédommagement.

Il y a d'autres entreprises comme Faso-Constructions qui se comportent comme de vulgaires escrocs. Elles ont pour particularité de ne pas régulièrement payer le salaire des travailleurs. Ceux-ci doivent à chaque fois se battre avant d'en percevoir une partie. Actuellement il y a plusieurs grèves sur les différents chantiers de Faso-Construction, à Abidjan comme à Dabou. Les dirigeants de cette entreprise attendent que les travailleurs se lassent et abandonnent les arriérés non payés.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

Enfin, il y a les plus grosses entreprises comme Setao (filiale du groupe Bouygues) qui utilisent la sous-traitance ou des tâcherons. Quoi qu'il en soit, ces entreprises de sous-traitance ou de tâcheronnat, se comportent de la même manière et même souvent pire que les petites entreprises. Elles ont toutes le même objectif : comment exploiter au maximum les travailleurs.

Face à cette exploitation et à ces conditions de travail difficiles, les travailleurs ont à plusieurs reprises revendiqués leurs droits. Les revendications tournent presque autour des mêmes points : revalorisation du salaire ; déclaration à la caisse de prévoyance sociale ; mesures de sécurité sur les chantiers ; respect des 8 heures de travail, élection des délégués, etc.

Évidemment, les réponses à ces revendications sont aussi identiques. Elles sont faites d'intimidations, de licenciements des travailleurs, d'emprisonnement, de fermeture de chantier, pour se débarrasser des travailleurs comme SEG vient de faire il y a de cela un mois.

Et si de temps à autre les travailleurs remportent ici et là de petites victoires, la plupart du temps ils se trouvent confrontés aux patrons qui font appel aux autorités du pays. Ces dernières, bien au service de la classe bourgeoise, ferment les yeux sur toutes ces injustices faites aux travailleurs et portent main forte au patronat en envoyant leur police pour mater les grévistes.

Ainsi, les luttes des travailleurs du bâtiment sont permanentes. Et pour être efficace face au patronat, ces travailleurs essayent à chaque fois d'élargir au maximum leur mouvement en le faisant connaître aux autres travailleurs, aussi bien ceux du bâtiment que ceux des entreprises environnantes, qui sont confrontés aux mêmes problèmes.

Ce qui est certain c'est que si les travailleurs ne veulent pas être les laissés-pour-compte dans cette société capitaliste où seuls les intérêts des riches comptent, ils n'ont pas d'autres choix que celui de se battre le plus efficacement, tous ensemble.

<p>MALI : DES MILLIARDS POUR L'ARMÉE ET RIEN POUR LA POPULATION PAUVRE</p>
--

Lorsqu'il s'agit de débloquer des fonds pour créer des infrastructures utiles à la population, les dirigeants de l'État malien disent que les caisses sont vides. Ce sont alors les travailleurs maliens de l'émigration qui sont obligés de cotiser pour prendre en charge la construction des écoles, des maternités, des dispensaires, des retenues d'eaux, de puits et des châteaux d'eau dans leur village afin d'améliorer un peu les conditions d'existence de leur familles. Ils ne reçoivent aucune aide de l'Etat. Celui-ci ne fait même pas l'effort d'y envoyer des enseignants et du personnel qualifié pour faire fonctionner les centres de santé construits par les travailleurs. Lorsqu'il s'agit par exemple de faire une campagne de vaccination, ce sont les travailleurs de l'émigration qui s'organisent pour acheter des vaccins en France et les faire acheminer à leurs frais jusqu'au village. Les dignitaires de l'État se contentent tout juste d'inaugurer les réalisations et de poser devant les caméras.

Mais lorsqu'il s'agit de financer son armée, le gouvernement malien trouve de l'argent. C'est ainsi qu'il vient récemment de débloquer un budget de 1 230 milliards de F CFA (environ 1,9 milliard d'euros) pour la période 2015-2019, destiné soi-disant à la « *modernisation de l'armée* ». En plus des 13 000 soldats actuels, 10 000 autres vont être recrutés, des véhicules, avions et autres engins de

guerre vont être achetés. Par ce geste, le président malien veut encourager son armée à mener la guerre contre la rébellion touareg qu'elle ne parvient pas à écraser dans le nord du pays.

Des vendeurs d'armes et autres engins de mort, dont ceux de l'impérialisme français protecteur du régime malien, se frottent les mains car une partie de cette manne tombera entre leurs mains. La pléthore de généraux et autres officiers supérieurs qui composent l'armée malienne se réjouissent aussi de cette arrivée d'argent frais dont une partie servira à augmenter leurs revenus, eux qui profitent déjà de leur position pour mener une vie de pacha. Comme d'habitude une partie de cette manne financière ira dans les poches des membres de la famille du président car celui-ci les a placés dans les postes clé de l'appareil d'Etat, à commencer par son propre fils (Karim) qui a été propulsé par son papa à la tête de la « *Commission Défense de l'Assemblée nationale* », l'organisme chargé de « *contrôler* » le gâteau.

Mais ces milliards gaspillés de la sorte auraient mieux servi la population s'ils avaient été investis pour que les hôpitaux et les écoles publics fonctionnent dans de meilleures conditions. Ils auraient été utiles pour construire des barrages et creuser des puits dans des villages où l'eau manque cruellement aux habitants. Ils auraient été plus utiles pour la construction de logements

sociaux qui font tant défaut à Bamako

Mais attendre de telles actions de la part d'un gouvernement de

et ses environs.

voleurs et de parasites équivaldrait à attendre qu'un bouc produise du lait.

### SÉNÉGAL-GAMBIE : UNE FRONTIÈRE QUI NE FAIT QU'AGGRAVER LA SOUFFRANCE DES POPULATIONS

Depuis le 10 février 2016 la frontière entre le Sénégal et la Gambie est totalement fermée suite à la décision des autorités gambiennes d'augmenter brutalement la taxe de passage pour chaque véhicule. Ainsi le prix du passage d'un camion de marchandises en territoire gambien passe de 4 000 francs CFA (environ 6 euros) à 400 000 francs CFA (610 euros). Mécontents de ce racket supplémentaire, les camionneurs sénégalais ont bloqué la route qui passe par la Gambie pour rejoindre la Casamance. Du coup, le passage est bloqué aussi pour les camions gambiens qui veulent traverser la frontière. C'est à la suite de ce mouvement des transporteurs que le gouvernement sénégalais a décidé de bloquer la frontière entre les deux pays.

Les populations riveraines souffrent des conséquences de cette fermeture car cela engendre un renchérissement des prix des marchandises et des denrées alimentaires. La pénurie s'installe en Gambie et la colère commence à gronder au sein de la population. A cette colère s'est ajoutée la contestation des opposants à la récente réforme électorale imposée par le dictateur Yaya Jammeh. Une

manifestation a été violemment réprimée. Trois opposants ont été tués et de nombreux autres ont été emprisonnés et risquent d'y mourir. Des policiers en arme quadrillent les rues de la capitale et sèment la terreur sur la population.

C'est la colère de la population qui souffre de plus en plus de la pénurie causée par la fermeture de la frontière, qui a contraint Yaya Jammeh à envoyer une délégation à Dakar pour négocier la fin du conflit. Cela fait déjà plusieurs semaines que les négociations ont commencé mais jusqu'à présent c'est toujours l'impasse. En attendant, le transport entre la capitale sénégalaise et la Casamance se fait par un long détour via Tambakounda. Cela rallonge le trajet et se traduit par un renchérissement des prix de transport sans compter le nombre important de « *points de contrôle* » qui permettent aux policiers et douaniers sénégalais de rançonner les transporteurs et les passagers.

Les deux gouvernements trouveront-ils un terrain d'entente pour mettre fin à cette situation aberrante qui pénalise aussi bien les populations sénégalaises que gambiennes ? Rien n'est moins sûr car cela fait des

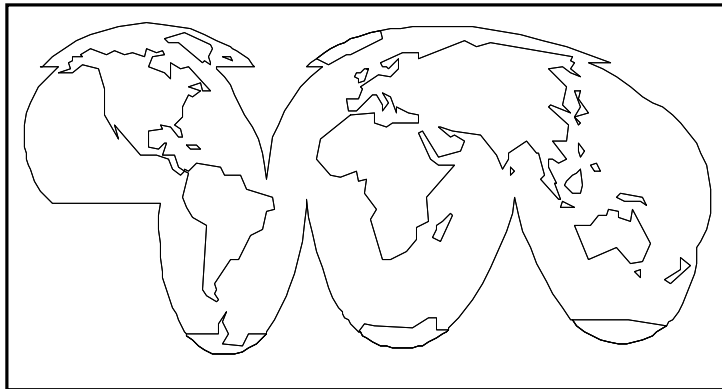
années que les deux Etats se rejettent

L'existence de cette frontière entre les deux pays dont les peuples sont intimement liés par l'histoire et par la géographie est un héritage de la colonisation. En 1982 les dirigeants des deux pays prétendaient constituer la « *Confédération de Sénégalie* » mais quelques années après, en 1989, cette idée fut abandonnée car l'existence de la frontière constitue une aubaine de plus pour chacun des deux Etats de pratiquer le racket.

la responsabilité.

Les populations ne peuvent pas compter sur les dirigeants des deux Etats pour mettre fin à leur calvaire. Ce sont des parasites qui vivent sur leur dos. L'avenir c'est dans l'abolition de la frontière entre les deux pays pour n'en faire qu'un. Pour cela les travailleurs et les exploités auront à s'organiser pour se débarrasser de ces Etats créés par le colonialisme pour diviser les peuples.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.